Approche participative, approche coopérative

Bernard Bel

Démocratie participative, développement participatif, recherche-action participative… Tous ces termes apparemment novateurs possèdent un lien de parenté avec « l'observation participante », une méthode d'investigation préconisée en anthropologie culturelle et sociale, depuis B. Malinowski (1884-1942), pour se substituer aux enquêtes basées sur des questionnaires. Le chercheur est supposé abolir la distance avec l'objet de son étude en devenant lui-même un « acteur » de la culture qu'il étudie. Le musicologue, par exemple, devient un apprenti musicien parmi d'autres. L'observation participante met en exergue les dimensions subjectives et réflexives de l'enquête de terrain : l'observateur, par sa présence même, n'influe-t-il pas sur les faits observés ? N'est-il pas lui-même un sujet d'observation ? Ce changement de perspective a suscité un renversement fondamental des méthodes et des motivations des chercheurs en sciences humaines, dans un contexte de « décolonisation du savoir ».

L'étape suivante était « l'approche participative » qui se focalisait sur les « acteurs » et les « processus », incluant une implication personnelle du chercheur dans les problématiques du groupe humain étudié. L'articulation entre recherche et action devenant de plus en plus étroite, le concept de participation a migré naturellement du domaine de la recherche à celui de l'action sociale, sous l'étiquette de « recherche-action participative » (*Participatory Action Research*, PAR). Selon l'approche participative du développement, les bénéficiaires de toute action humanitaire doivent être associés aux décisions qui affectent leurs conditions de vie. L'idée sous-jacente est qu'il est toujours possible à des citoyens vivant en démocratie d'arriver à un consensus par la pratique du « dialogue culturel » entre les diverses parties en cause :

> […] la mise en œuvre et la méthodologie de la PAR libèrent l'énergie créatrice des gens, instaurent un système d'acquisition de connaissances, et mettent en action une dynamique politique cohérente, d'un point de vue écologique, dans chaque culture, ce qui peut amener à un nouveau type de chemin transitoire vers le développement durable. On peut aussi y voir un signe précurseur d'une nouvelle structure étatique qui serait participative, pluraliste, vraiment démocratique, et favorable aux « graines » émergentes du niveau « micro ». Ce système de soutien favorise aussi la multiplication du processus de manière non aliénante. [Ces processus] ne suivent pas les principes de formation conventionnelle des états socialistes ou capitalistes, ni les traditions des institutions de la démocratie parlementaire « représentative » ou de la bureaucratie. Ce système encourage un nouveau type de direction [leadership], à la fois externe et interne ; et un système étatique ouvert basé sur l'échange libre de connaissances avec les organisations du niveau « micro », constituant ainsi un contre-pouvoir. En d'autres termes, la PAR a pour objectifs un meilleur partage du pouvoir, un meilleur équilibre entre l'État et les organisations de la base, ainsi que, bien entendu, entre les hommes et la Nature.
>
> Wignaraja & Sirivardana 1998, p. 334-335.

Qui sont ces « gens » dont parlent les promoteurs de la PAR ? Quel est ce monde où peut s'exercer « l'échange libre de connaissances » ?

L'approche participative est aujourd'hui incontournable dans le monde de la coopération nord-sud. Promues au rang de principaux acteurs de la société civile, les ONG se sont professionnalisées et obéissent aux injonctions des organismes financeurs, en plus de la pression de leurs donateurs. Les bailleurs de fonds exigent que leurs dons concourent de manière substantielle (et quantifiable) au mieux-être

économique et social des populations pauvres, d'où la vague des activités « génératrices de revenu » : micro-crédit, soutien de programmes d'éducation, etc.

Dans cette approche dominante du développement et de l'action humanitaire, la critique des rapports sociaux à l'origine de la pauvreté n'est plus à l'ordre du jour ; il faut à tout prix croire au consensus, même si cela implique un simulacre de dialogue culturel qui s'apparente plutôt à du *marketting social*. A New Delhi, Priya Basu, ONG soutenue par la Banque Mondiale, a pour mission essentielle d'aider les ONG indiennes à monter des projets conformes aux *guidelines* de l'approche participative, condition stricte pour bénéficier d'un financement. D'autres ONG régionales se consacrent exclusivement à la sous-traitance de rapports d'activités qui permettront de pérenniser ces financements…

La critique de l'observation participante est ancienne. La dimension subjective de ce mode d'observation en augmente la pertinence, mais cela se fait au détriment de la précision et de la généralité : il n'y a plus de protocole expérimental reproductible, et toute comparaison entre les sources se heurte aux spécificités de catégorisation introduites par la méthode. Ce qui est plus grave, c'est que le chercheur, tout en s'appuyant sur une terminologie, des idées et des pratiques *locales*, en arrive à des conclusions généralisatrices qui reflètent principalement *son* point de vue, y compris — le plus souvent à son insu — les limites de son expertise. Ce décalage est particulièrement visible dans des domaines comme l'ethnomusicologie, où le niveau d'expertise peut faire l'objet d'une évaluation.

John Blacking, qui dirigeait le département d'anthropologie sociale à l'Université de Belfast dans les années 1980, en était donc venu à préconiser une approche « dialectique » selon laquelle les informateurs devraient participer aussi bien à la construction des modèles théoriques qu'à leur évaluation. Le chercheur ne serait qu'un simple catalyseur de ce processus, sa propre subjectivité pouvant être prise en compte comme une *folk view* parmi d'autres. En confiant le rôle d'expertise à une machine, dans un champ d'application soigneusement balisé, il est possible de maintenir une distance suffisante entre observateurs et modèles théoriques (Kippen et Bel 1989). En dehors de ce cadre méthodologique (systèmes experts, apprentissage formel, modèles cognitifs…) l'approche dialectique nous paraît difficile à concilier avec les exigences d'une démarche académique. Par contre, le domaine de l'action sociale est par excellence celui de la « dialectique », au sens large du dialogue, de la négociation et de l'affrontement. Les citoyens-militants-chercheurs, contrairement aux observateurs du monde académique, peuvent se livrer à une critique des rapports sociaux et des relations de domination — économique, politique, culturelle.

L'approche dialectique de Blacking s'apparente donc fortement, dans le champ du social, aux expériences d'auto-éducation de Paolo Freire (1973) qui ont inspiré à Guy Poitevin les « ateliers d'auto-apprentissage » (*self-learning workshops*) des groupes d'animateurs sociaux au Maharashtra (Poitevin 1997). Ce travail de « conscientisation » (terme utilisé par Freire mais récupéré aujourd'hui par des militants de la droite nationaliste indienne) vise l'émergence d'une conscience de responsabilité solidaire capable de dépasser des motivations corporatistes naturelles. Il s'appuie pour cela sur « la capacité des marginalisés d'articuler les mécanismes qui expliquent leur état en termes de raisons sociales, économiques et finalement culturelles, au-delà des simples réclamations »[1].

[1] Voir le site de *Village Community Development Association*, <http://vcda.ws>

Les différences entre l'approche participative et l'approche coopérative apparaissent clairement dans un tableau comparatif, proposé par Guy Poitevin (1997), entre le travail social et l'action sociale :

Travail social	**Action sociale**
Modèle de participation subalterne	*Modèle de coopération démocratique*
Profil de l'agent	
Travailleur social	Animateur ou « catalyseur »
Diplômé	Habituellement non diplômé
Entraîné de manière formelle à l'accomplissement de tâches spécifiques	Convictions personnelles et capacités analytiques
Travaille selon des consignes	Travaille par lui même, de par son engagement
Bénéficie d'un salaire pour services rendus	Peut percevoir des honoraires à titre exceptionnel
Employé d'une institution étrangère au milieu d'intervention	Volontaire issu de la population concernée
Nature des tâches	
Développement, service : projet spécifique	Prise de conscience et étude de problèmes collectifs
Résolution de problèmes spécifiques	Recherche des causes socio-culturelles systémiques
Travail planifié par un cahier des charges après enquête	Travail à partir des besoins définis par les gens eux-mêmes
Objectifs principalement matériels, spécifiques et mesurables	Attention portée aux personnes et à une approche pédagogique
Relations avec la communauté	
Le programme est lancé de l'extérieur	L'initiative et les décisions appartiennent au groupe local
La direction et le suivi sont assurés par des experts étrangers à la population	Les actions s'appuient sur les initiatives et les capacités de chacun
Rapports privilégiés avec les leaders locaux	Engagement collectif de toutes les personnes concernées
Les relations se réduisent aux bénéficiaires ciblés par le projet	Attention portée aux schémas relationnels préexistants
Perspectives	
Amélioration des conditions de vie, croissance, résultats en termes économiques	Éveil social, cuturel, éducationnel
La rationalité moderne se substitue aux traditions	Auto-analyse et réévaluation du passé
Transfert de connaissances, de savoir-faire, de valeurs	S'appuyer sur ses propres compétences
Aide apportée à certains individus ou fragments de la population	Organisation des démunis dans n'importe quel groupe social
Objectifs sectoriels délimités par l'institution	Au-delà des problèmes, désir de changement global et structurel
Formes de communication	
Obtenir des personnes dans le besoin qu'elles répondent et s'impliquent effectivement dans l'implémentation de projets visant l'amélioration	Accès au pouvoir, organisation des populations marginalisées dans la lutte contre les causes du dénuement et pour l'éradication de la pauvreté

de leur condition	

La méthodologie de « recherche-action coopérative », que nous appelons aussi « démocratisation active », réhabilite la notion d'expertise puisqu'elle repose sur une démarche (auto-)éducationnelle et productrice d'une « culture ». En cela, elle s'oppose radicalement au populisme consensuel de la démocratie participative. Il ne suffit pas de faire le choix entre une participation « descendante » (*top-down*) et « ascendante » (*bottom-up*) selon que les initiatives proviennent des « experts » ou des « bénéficiaires » ; l'approche coopérative est plutôt un processus dynamique d'acquisition de pouvoir (*empowerment*) que l'on pourrait qualifier de « chaotiquement constructif », là où la démocratie participative ne fait qu'ordonnancer la répartition et la délégation des pouvoirs.

Il ne s'agit donc plus seulement, pour l'individu, de s'adapter à des conditions nouvelles qui lui ont été imposées, mais « d'intégrer » les niveaux de réalité, au sens de Freire (2002 [1973], p. 4) : *L'intégration résulte de la capacité de s'adapter à la réalité plus la capacité critique de faire des choix et de transformer cette réalité.*

Bibliographie

Freire, Paolo, 2002. *Education for Critical Consciousness*. New York : Continuum. (1e édition 1973).

Kippen, Jim ; Bel, Bernard, 1989. Can a computer help resolve the problem of ethnographic description? *Anthropological Quarterly*, 62, 3, 131-44.

Poitevin, Guy, 1997. *Between Subaltern Participation And Democratic Cooperation*. A perspective lecture in seminar "Culture, Communication and Power", Centre de Sciences Humaines de New Delhi & Centre for Cooperative Research in Social Sciences, 21-23 April. http://ccrss.ws/partcoop.htm

Wignaraja, Poona ; Sirivardana, Susil, 1998 (eds.). *Readings on Pro-Poor Planning Through Social Mobilisation in South Asia. Vol. 1: The Strategic Option for Poverty Eradication*. New Delhi: Vikas.